Plan d'intégration national

Intégration numérique 2012–2015

Entretien avec le directeur de l'OFCOM,
Philipp Metzger et avec Sabine Brenner, coordinatrice
de Société de l'information chez OFCOM

Entretien réalisé par Karl Vögeli

Le Conseil fédéral a adopté en 2012 sa stratégie pour une société de l'information qui a débouché sur l'élaboration du « Plan d'action national d'intégration numérique 2012-15 ». Qu'est-ce que ce plan a apporté à la population ?

Philipp Metzger : Cette stratégie fixe en premier lieu les lignes directrices pour la Confédération. Celles-ci seront mises en œuvre au sein d'un réseau comprenant la Confédération et d'autres acteurs qui sont actifs dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC). À ceci est relié un plan de mise en œuvre qui suit un rythme très élevé. La Suisse est bien placée dans le domaine des TIC sur le plan international et ceci vaut également pour toutes les couches de la population, pour les jeunes et les moins jeunes, pour les citadins et les campagnards.

Le Conseil fédéral accorde une grande importance à l'égalité des chances dans le domaine des TIC. Comment l'OFCOM mesure-t-il l'atteinte de cet objectif ?

Philipp Metzger : La Suisse est leader sur le plan international dans le domaine de l'égalité des chances pour l'approvisionnement de base en communication. Tous les habitants ont le droit d'avoir accès à une connexion Internet avec une bande passante de 2 mégabits. Et nous sommes en train de faire passer cette disposition à 3 mégabits : nous sommes donc en tête sur le plan mondial ! Nous souhaitons empêcher les fossés numériques dans notre pays : c'est une règle en Suisse où on parle quatre langues.

Sabine Brenner : Il existe un atlas des bandes passantes qui indique comment chaque commune est connectée. Cela produit une certaine pression sur le fournisseur. En tant qu'office, nous pouvons obliger les fournisseurs à des prestations concrètes, sauf dans le domaine de l'approvisionnement de base. L'Office fédéral de la statistique collecte régulièrement des données sur l'utilisation d'Internet dans les foyers suisses. Cette collecte est représentative et sera effectuée de nouveau en 2016/2017. Ainsi, il est possible de suivre et de comprendre l'évolution de la société de l'information.

Existe-t-il des enquêtes concernant la présence d'éventuels déficits d'utilisation ?

Sabine Brenner : Chez les personnes âgées entre 65 et 75 ans, la progression de l'utilisation d'Internet est relativement importante. Au-delà, la progression et l'utilisation diminuent.

Philipp Metzger : D'un point de vue mondial, environ 40 % des personnes ont accès à Internet. C'est un énorme défi que d'améliorer cette situation. En comparaison à cela, vous avez la Suisse : il y a 5 ans, environ 40 % des personnes âgées utilisaient Internet, aujourd'hui ce chiffre atteint déjà 56 %. Cette évolution va continuer et nous souhaiterions que des offres intéressantes, avantageuses et fiables soient présentes sur le marché des télécommunications. Les prix sont à la baisse et cela joue en faveur des personnes âgées.

Les personnes âgées recherchent surtout sur Internet des informations ou des renseignements pratiques et utilisent beaucoup moins les réseaux sociaux.

Sabine Brenner : La plupart des personnes âgées utilisent les courriels. Et c'est tout à fait un contact social qui permet d'échanger et il faut le renforcer si le besoin s'en fait sentir. Mais les personnes âgées ont peut-être plus besoin d'échanger avec une autre personne face à face.

Philipp Metzger : Il ne s'agit pas d'amener par tous les moyens les personnes âgées à utiliser Facebook, mais de leur montrer l'utilité, de leur offrir un meilleur accès à Internet. Et chez les jeunes, il existe des mouvements tout à fait opposés. C'est là que cela devient intéressant : qu'est-ce qui s'impose sur le marché ?

Nombreux sont ceux qui ont des inquiétudes face aux TIC en raison de la sécurité. Est-ce que l'État peut en faire plus ici ?

Philipp Metzger : On peut toujours contraindre encore plus les fournisseurs d'accès. Mais nous devons regarder ce qui est faisable sur le plan national, car nous devons éviter les solutions isolées. Nous sommes internationalement connectés et ne pouvons pas imposer des conditions qui nous rendent dépendants de cette évolution. La sécurité et

la durabilité sont essentielles si nous souhaitons avoir une évolution dans le bon sens. Nous travaillons à une révision de l'ordonnance sur les services de télécommunication. Nous y prévoyons des mesures pour augmenter la protection du consommateur.

Sabine Brenner : On peut également commencer par les utilisateurs et mettre l'accent sur leur sens des responsabilités : sur Internet on doit se comporter avec circonspection tout comme on le fait au volant. Dans le cadre de la stratégie nationale de protection contre les cyber-risques, nous nous sommes posé la question de savoir si les personnes du 3e âge étaient spécialement menacées, mais rien n'indique que des règles spécifiques soient nécessaires pour les personnes âgées.

À côté du mot clé TIC, on trouve le terme AAL (Ambient Assisted Living) l'un des programmes européens créés pour promouvoir le développement de nouveaux produits dans le domaine du vieillissement actif. La Suisse participe à ce programme qui a pour objectif de retarder de deux ans l'entrée des personnes âgées dans les foyers. Cela ne relève pas de la compétence de l'OFCOM mais du Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation. Cette répartition des tâches est-elle judicieuse ?

Philipp Metzger : Avec les moyens de communication modernes, nous évoluons dans un environnement si complexe que l'on ne peut plus faire de répartition claire des

tâches. Nous travaillons en étroite collaboration, mais il y aura de plus en plus d'interfaces. Les questions et le savoir-faire seront si variés qu'on atteindra l'objectif uniquement grâce à l'interconnexion et à la coordination au sein de l'administration, mais également entre l'administration et les utilisateurs. En fait, peu importe qui est compétent, nous devons travailler tous ensemble d'une manière ou d'une autre. En ce qui concerne l'AAL, nous dépendons fortement de la recherche. Par conséquent, cette répartition est juste.

Philipp Metzger, Directeur de l'Office fédéral de la communication (OFCOM)

Sabine Brenner Coordinatrice Société de l'information à l'OFCOM

Der nationale Aktionsplan digitale Integration 2012–2015

Interview mit BAKOM-Direktor Philipp Metzger und Sabine Brenner, Koordinatorin Informationsgesellschaft im BAKOM

Im Interview mit Karl Vögeli

DOI 10.1024/2297-5160/a000049

Der Bundesrat hat 2012 seine Strategie für eine Informationsgesellschaft verabschiedet. Daraus ist ein «nationaler Aktionsplan digitale Integration 2012–15» entwickelt worden. Was hat dieser Plan der Bevölkerung gebracht?

Philipp Metzger : Die Strategie gibt in erster Linie die Leitlinien für den Bund vor. Umgesetzt werden sie in ei-

nem Netzwerk zwischen Bund und verschiedenen anderen Akteuren, die im Bereich Informations- und Kommunikationstechnologie (IKT) tätig sind. Damit verbunden ist ein Umsetzungsplan mit sehr hohem Rhythmus. Die Schweiz ist im internationalen Vergleich gut aufgestellt im IKT-Bereich. Das gilt für alle Bevölkerungsschichten, für Junge und Alte, für Stadt- und Landbewohner.

Der Bundesrat legt grossen Wert auf die Chancengleichheit im Bereich IKT. Wie misst das BAKOM, ob dieses Ziel erreicht wird?

Philipp Metzger: Die Schweiz ist international führend im Bereich Chancengleichheit bei der Kommunikations-Grundversorgung. Alle Bewohner haben das Recht auf einen Internetanschluss mit einer Bandbreite von 2 Megabit, und wir sind daran, die Verordnung auf 3 Megabit zu ändern – weltweit an der Spitze! Wir wollen in unserem Land digitale Gräben verhindern. Dies ist ein Gebot in der viersprachigen Schweiz.

Sabine Brenner: Es gibt einen Breitbandatlas, in welchem über jede Gemeinde berichtet wird, wie sie vernetzt ist. Das erzeugt einen gewissen Druck auf die Anbieter. Wir als Amt können die Anbieter nicht auf konkrete Leistungen verpflichten, ausser eben im Bereich Grundversorgung. Das Bundesamt für Statistik erhebt regelmässig Daten zur Internetnutzung in Schweizer Haushalten. Diese Erhebung ist repräsentativ und wird nächstes Mal wieder 2016/17 durchgeführt. So kann man dann die Entwicklung der Informationsgesellschaft nachvollziehen.

Gibt es Erhebungen darüber, wo noch Defizite in der Nutzung vorhanden sind?

Sabine Brenner: Bei den älteren Menschen zwischen 65 und 75 Jahren sind die Zuwächse bei der Internetnutzung relativ gross. Danach nimmt der Zuwachs und die Nutzung ab.

Philipp Metzger: Global betrachtet haben etwa 40 % der Menschen Zugang zum Internet. Das zu verbessern ist eine gewaltige Herausforderung. Im Vergleich dazu die Schweiz: vor 5 Jahren nutzten etwa 40 % der älteren Menschen Internet – heute sind es bereits 56 %. Diese Entwicklung wird weitergehen, und wir möchten, dass im Telekom-Markt gute, preiswerte und zuverlässige Angebote vorhanden sind. Die Preise sind am Sinken, und das kommt auch den älteren Personen entgegen.

Gesucht im Internet werden von den Älteren vor allem praktische Informationen oder Auskünfte, weniger die Social Media.

Sabine Brenner: Die meisten älteren Leute arbeiten mit Mails. Und das ist durchaus ein sozialer Kontakt, bei dem man sich austauschen kann. Aber das lässt sich ausbauen, falls ein Bedürfnis vorhanden ist. Ältere Menschen haben aber vielleicht mehr das Bedürfnis, sich mit einer Person von Angesicht zu Angesicht auszutauschen.

Philipp Metzger: Es geht nicht darum, mit allen Mitteln die älteren Menschen zu Facebook zu bringen. Es geht darum, dass sie den Nutzen sehen, besseren Zugang haben. Es gibt auch bei Jungen durchaus gegenläufige Bewegungen. Da wird es interessant: was setzt sich am Markt durch?

Viele Leute haben Bedenken gegen IKT Mittel wegen der Sicherheit. Kann hier der Staat noch mehr tun?

Philipp Metzger: Verpflichten kann man die Anbieter immer zu mehr. Wir müssen aber schauen, was national machbar ist. Denn wir müssen Insellösungen vermeiden.

Wir sind international verknüpft und können keine Auflagen machen, die uns von der Entwicklung abhängen. Sicherheit und Nachhaltigkeit ist zentral, wenn wir eine gute Entwicklung haben wollen. Wir arbeiten an einer Revision der Fernmeldeverordnung. Dort sehen wir Massnahmen vor, um den Verbraucherschutz zu erhöhen.

Sabine Brenner: Man kann auch bei den Nutzern ansetzen und die Eigenverantwortung unterstreichen. Man muss sich im Internet ebenso umsichtig verhalten wie im Strassenverkehr. Im Zusammenhang mit der nationalen Strategie zum Schutz vor Cyberrisiken haben wir abgeklärt, ob ältere Menschen speziell gefährdet sind. Es gibt kaum Hinweise, dass es spezifische Regeln nur für ältere Leute braucht.

Neben dem Stichwort IKT gibt es den Begriff AAL (Ambient Assisted Living), ein von der EU geschaffenes Förderprogramm zur Entwicklung neuer Produkte im Bereich des aktiven Alterns. Die Schweiz beteiligt sich daran, das als Ziel hat, den Heimeintritt alter Menschen um zwei Jahre hinauszuzögern. Dafür ist aber nicht das BAKOM zuständig, sondern das Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation. Ist diese Aufteilung sinnvoll?

Philipp Metzger: Wir bewegen uns bei den modernen Kommunikationsmitteln in einem so komplexen Umfeld, dass man nicht mehr klare Zuteilungen machen kann. Wir arbeiten eng zusammen, aber es wird vermehrt Schnittstellen geben. Die Fragen und das Know-how werden so umfangreich, dass man nur mit Vernetzung und Koordination innerhalb der Verwaltung, aber auch zwischen Verwaltung und Nutzern zum Ziel kommen wird. Es ist eigentlich unwichtig, wer zuständig ist – wir müssen so oder so zusammenarbeiten. Bei AAL sind wir stark abhängig von der Forschung. Deshalb ist die Zuteilung richtig.

Philipp Metzger, Direktor Bundesamt für Kommunikation (BAKOM)

Sabine Brenner Koordinatorin Informationsgesellschaft im BAKOM